

La guerre oblige les pays du Golfe à repenser leurs stratégies d'influence. Le défi ne consiste pas à préserver leur « soft power », mais à l'adapter à un contexte régional profondément transformé.

Giuseppe Dentice, analyste à l'Observatoire sur la Méditerranée (OsMed), Institut d'études politiques « S. Pio V ».

LE PRIX DE LA STABILITÉ : LA GUERRE ET L'AVENIR DU 'SOFT POWER' DANS LE GOLFE

Au cours des deux dernières décennies, les monarchies du golfe Persique ont investi d'énormes ressources dans la construction d'une image internationale fondée non seulement sur la puissance économique issue des hydrocarbures, mais aussi sur leur capacité d'attraction à travers le tourisme, la culture, l'éducation, le sport et les investissements. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU) et le Qatar ont progressivement développé des stratégies sophistiquées de *soft power* visant à renforcer leur image internationale, à attirer des capitaux et des talents, à diversifier leurs économies nationales et à consolider leur poids géopolitique.

L'ouverture de grands musées, l'organisation d'événements sportifs internationaux, la création de centres universitaires d'envergure mondiale et l'expansion des fonds souverains à l'étranger ont fait du Golfe l'un des principaux laboratoires mondiaux en matière de « marque pays » (*nation branding*). Les EAU ont été pionniers dans ce domaine : Dubaï et Abou Dhabi sont devenues des centres névralgiques du commerce, de la finance et de la logistique mondiale ; Doha a su tirer parti avec succès de la diplomatie sportive et culturelle, dont le point d'orgue a été l'organisation de la Coupe du monde de la FIFA 2022 ; tandis que Riyad, à travers « Vision 2030 », a lancé un ambitieux programme de transformation économique et sociale visant à redéfinir le rôle du royaume dans le système international, en s'appuyant sur le tourisme, le divertissement et l'innovation comme instruments de représentation du nouveau *soft power* saoudien.

Cependant, la guerre des États-Unis et Israël contre l'Iran constitue l'épreuve la plus importante pour ce modèle. Le conflit a mis en évidence une contradiction fondamentale : le prestige et l'influence acquis grâce au *soft power* ne se sont pas traduits par une capacité équivalente à contrôler l'évolution stratégique de la région. Les monarchies du golfe Persique ont tenté de favoriser la désescalade et de contenir le conflit, mais elles n'ont réussi ni à empêcher son expansion ni à éviter que des infrastructures critiques situées sur leurs territoires ne deviennent vulnérables aux tensions régionales.

LA GUERRE COMME PREUVE DÉCISIVE DU 'SOFT POWER' DU GOLFE PERSIQUE

La guerre a mis en évidence les limites structurelles du *soft power*. Le tourisme, les investissements et la diplomatie culturelle peuvent accroître le prestige et l'influence, mais ils ne remplacent pas la capacité à garantir la sécurité dans un contexte régional caractérisé par une militarisation croissante et une concurrence stratégique. Le conflit a démontré que le *soft power* peut renforcer l'importance internationale d'un État, mais qu'il ne peut se substituer au *hard power* ni garantir une véritable autonomie stratégique dans une région qui reste dominée par des dynamiques de dissuasion, de confrontation militaire et de rivalité géopolitique.

Dans le même temps, la guerre a mis en évidence une deuxième vulnérabilité, moins visible mais tout aussi significative. Ces dernières années, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont massive-

ment investi dans les villes intelligentes, les infrastructures numériques, les plateformes logistiques intégrées, l'intelligence artificielle et les systèmes énergétiques de pointe. Cependant, cette sophistication technologique croissante a également accru l'exposition de la région aux conflits hybrides. Les attaques contre les infrastructures énergétiques, les réseaux numériques, les ports et les corridors logistiques ont démontré à quel point la sécurité économique et la sécurité stratégique sont aujourd'hui profondément liées. Des projets emblématiques de la transformation régionale – de NEOM aux corridors logistiques émiratis en passant par les plateformes numériques qataries – dépendent de la continuité énergétique, de systèmes avancés de cybersécurité et de la stabilité géopolitique.

La guerre a donc imposé une profonde révision des stratégies de transformation économique mises en œuvre par les monarchies du Golfe. Si, avant le conflit, le *soft power* était principalement associé à la capacité d'attirer des visiteurs, des investisseurs, des étudiants et de grands événements internationaux, il pourrait, dans l'après-guerre, être de plus en plus liée à la capacité de garantir la stabilité, de financer la reconstruction régionale et de contribuer à la définition de nouveaux cadres de sécurité au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, les répercussions de la guerre sur le *soft power* du CCG sont particulièrement visibles dans trois domaines stratégiques : le tourisme, l'enseignement supérieur international et les investissements à l'étranger.

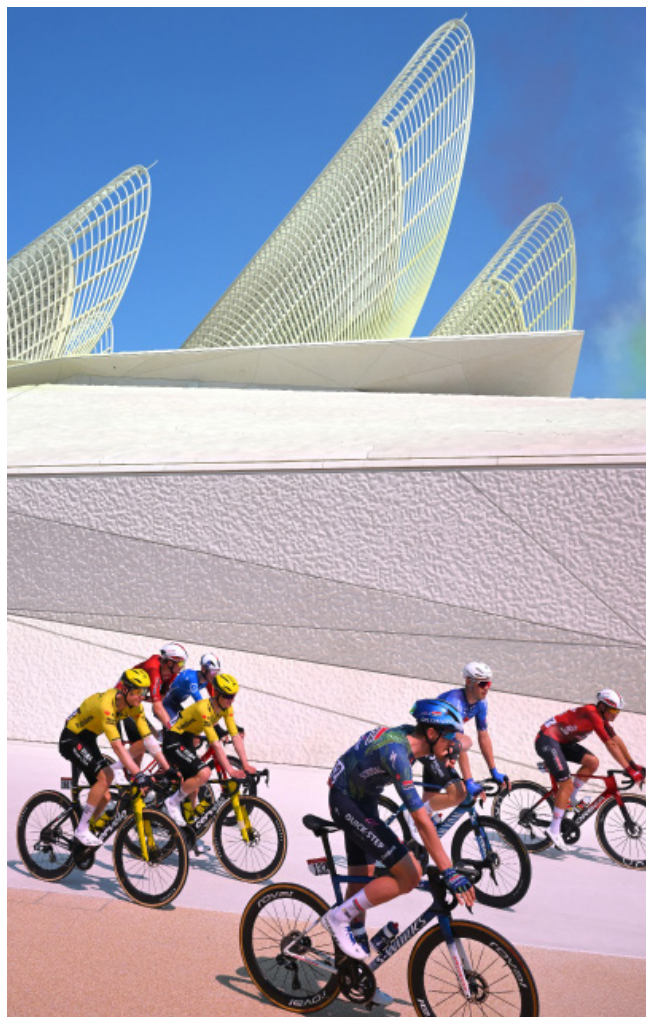
TOURISME : LE DÉFI DE LA SÉCURITÉ RÉPUTATIONNELLE

Parmi tous les outils de *soft power* mis en place par les monarchies du golfe Persique, le tourisme est sans doute celui qui est le plus exposé aux conséquences de la guerre. Ces dernières années, les EAU et l'Arabie saoudite ont investi des centaines de milliards de dollars pour devenir des destinations touristiques mondiales, en s'appuyant sur des infrastructures de pointe, la sécurité, la connectivité internationale et des services de grande qualité.

La stratégie touristique du Golfe repose sur la capacité à présenter la région comme une exception positive face à l'instabilité qui caractérise d'autres zones du Moyen-Orient. Dubaï, Abou Dhabi, Doha et, de plus en plus, Riyad ont été promues comme des villes sûres, modernes et ouvertes à l'investissement et au tourisme international.

Cependant, la guerre menace de remettre en cause ce principe fondamental. Même si les principales destinations touristiques du Golfe ne sont pas directement touchées, le conflit alimente une perception internationale qui tend à considérer le Moyen-Orient comme un espace géopolitique unique, ce qui a un impact négatif sur les décisions des voyageurs et des opérateurs du secteur.

La vulnérabilité dont ont fait preuve certaines infrastructures stratégiques a également semé le doute quant à la capacité des monarchies du Golfe à préserver l'image de sécurité qui a constitué l'un des piliers de leur succès touristique. En d'autres termes, la guerre n'affecte pas seulement le tourisme par le biais



Vue d'ensemble du peloton près du musée Guggenheim d'Abou Dhabi lors de l'UAE Tour 2026. Abou Dhabi, février 2026./TIM DE WAELE/GETTY IMAGES

de risques concrets, mais aussi en causant un préjudice considérable à leur réputation.

Cela a également une incidence sur la viabilité économique des grands projets de transformation urbaine. Des initiatives telles que NEOM, le Red Sea Project, Qiddiya ou Diriyah représentent bien plus que de simples destinations touristiques : elles constituent le cœur symbolique des stratégies saoudiennes de marque pays. Ces projets nécessitent des investissements internationaux, des compétences technologiques et la confiance des marchés mondiaux. L'instabilité régionale, en revanche, accroît la perception de risque, suscite une plus grande prudence financière et augmente les coûts de développement.

Dans ce contexte, la mer Rouge revêt une importance particulière. Au-delà de son rôle de corridor stratégique pour le commerce et l'énergie, cet espace maritime constitue l'un des piliers de la stratégie touristique saoudienne. Une grande partie des projets associés à la « Vision 2030 », notamment le Red Sea Project et d'autres initiatives de développement de la côte occidentale du royaume, dépendent étroitement de la stabilité et de la sécurité de cette zone. Cependant, les tensions découlant du conflit au Yémen et les actions des

rebelles houthistes contre le trafic maritime international ont considérablement accru la perception de risque. Les attaques contre les navires commerciaux et les menaces pesant sur les routes maritimes ont semé le doute parmi les investisseurs et les opérateurs touristiques, ralentissant certains projets liés au développement touristique saoudien. L'instabilité de la mer Rouge démontre ainsi que le succès de la stratégie touristique du royaume dépend autant de la qualité des infrastructures que de la capacité à garantir la sécurité de l'un des espaces maritimes les plus stratégiques au monde.

L'insécurité croissante sur la mer Rouge met en outre en évidence une réalité plus large : la transformation économique du Golfe est de plus en plus conditionnée par des facteurs géopolitiques. Les grands projets touristiques saoudiens doivent non seulement attirer des visiteurs, mais aussi garantir des chaînes logistiques efficaces, des liaisons maritimes sûres et un environnement régional stable. La sécurité maritime devient ainsi un élément essentiel du *soft power* saoudien même.

Cependant, la guerre pourrait également avoir des effets paradoxaux. Dans une région marquée par une instabilité croissante, des villes comme Dubaï et Abou Dhabi pourraient renforcer encore davantage leur image de refuges sûrs pour le tourisme, les affaires et la résidence internationale. Plus le contexte régional paraîtra incertain, plus les EAU pourraient tirer profit de leur réputation bien établie d'efficacité, de résilience et de stabilité.

À long terme, la durabilité de la croissance touristique dépendra de la capacité des monarchies du Golfe à passer du statut de simples destinations attrayantes à celui d'acteurs clés de la stabilisation régionale. Si elles parviennent à se positionner comme des acteurs indispensables à la reconstruction et à la paix au Moyen-Orient, le tourisme pourrait devenir non seulement une source de revenus, mais aussi un outil de légitimation géopolitique.

UNIVERSITÉS INTERNATIONALES ET DIPLOMATIE DU SAVOIR

L'enseignement supérieur est l'un des domaines dans lesquels la région du golfe Persique a le plus investi pour renforcer son influence internationale. Des campus universitaires occidentaux, des centres de recherche, des programmes d'innovation et des initiatives visant à attirer des étudiants étrangers ont été conçus comme des outils d'intégration dans les réseaux mondiaux du savoir.

Cette stratégie répond à un double objectif : soutenir la transition vers des économies fondées sur la connaissance et renforcer le prestige international des monarchies du Golfe en formant les futures élites mondiales.

Dans ce domaine également, la guerre pose de nouveaux défis. Les étudiants, les chercheurs et les enseignants étrangers considèrent généralement la stabilité politique et la sécurité comme des critères essentiels dans le choix d'une destination universitaire. Une recrudescence des tensions régionales pourrait réduire l'attrait de la région du Golfe pour une partie de la communauté universitaire internationale.

De même, la polarisation politique croissante liée aux conflits au Moyen-Orient pourrait exercer des pressions sur les partenariats universitaires entre les

établissements du Golfe et les universités occidentales, les exposant à un examen public de plus en plus intense.

Toutefois, le conflit pourrait également renforcer le rôle du Golfe en tant que pôle mondial de la recherche et de l'innovation. Les monarchies disposent de ressources financières suffisantes pour soutenir des programmes scientifiques et technologiques, alors que de nombreux systèmes universitaires occidentaux sont confrontés à des restrictions budgétaires croissantes.

Au cours de l'après-guerre, les universités du Golfe pourraient jouer un rôle central dans le développement des compétences nécessaires à la reconstruction régionale, en contribuant à la création de réseaux de coopération économique, technologique et scientifique. Dans ce contexte, le *soft power* universitaire serait de moins en moins lié à l'image internationale et de plus en plus associé à la capacité de générer des connaissances, de l'innovation et du développement pour l'ensemble de la région.

INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER : DE LA PROJECTION MONDIALE À LA RECONSTRUCTION RÉGIONALE

Parmi les différents outils de *soft power* utilisés par les monarchies du CCG, les investissements à l'étranger sont sans doute les plus résilients. Grâce à leurs fonds souverains, l'Arabie saoudite, les EAU et le Qatar sont devenus des acteurs incontournables des marchés mondiaux, en acquérant des participations dans des entreprises stratégiques, des infrastructures, des technologies émergentes et des institutions financières.

Ces investissements ont permis aux monarchies du Golfe de se constituer un réseau mondial de relations économiques et politiques sans précédent. Cependant, la guerre a démontré que l'influence financière ne se traduit pas automatiquement par une capacité à influencer les décisions stratégiques des grandes puissances ni l'évolution des conflits régionaux.

Le conflit a ainsi mis en évidence l'une des principales limites du pouvoir économique « doux » : la disponibilité de capitaux permet d'accéder à des opportunités et confère du prestige, mais ne garantit pas nécessairement l'autonomie géopolitique.

De plus, la guerre a accéléré un processus de « sécurisation » croissante de l'économie régionale. Les monarchies du golfe Persique sont aujourd'hui contraintes de consacrer une part de plus en plus importante de leurs ressources à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité, à la sécurité maritime, à la résilience énergétique et à la protection des chaînes d'approvisionnement. Cette transformation modifie profondément la logique initiale des programmes « Vision ». L'innovation technologique, la logistique mondiale et la finance numérique ne sont plus seulement des instruments de croissance économique, mais des composantes essentielles de la sécurité nationale. La modernisation ne peut plus être dissociée de la sécurité stratégique.

De ce point de vue, une dynamique plus profonde se dessine. Les programmes de diversification économique menés par les monarchies du CCG ne peuvent plus être considérés comme de simples stratégies visant à surmonter la dépendance au pétrole. Il s'agit plutôt

de modèles de développement fondés sur une forme d'« interdépendance énergétique élargie ». Les fonds souverains qui financent les mégaprojets continuent de se nourrir des revenus énergétiques ; les infrastructures numériques nécessitent un approvisionnement énergétique constant ; la logistique dépend de la sécurité des voies maritimes ; et la transition technologique a besoin d'un environnement géopolitique stable. La guerre n'interrompt pas le processus de diversification, mais révèle ses limites structurelles et la dépendance persistante vis-à-vis de la capacité des monarchies du Golfe à garantir la sécurité du système énergétique régional.

Paradoxalement, la guerre elle-même pourrait renforcer encore davantage le rôle financier du golfe Persique. La reconstruction des zones touchées par le conflit exigera d'énormes quantités de capitaux, ainsi que des compétences techniques et des infrastructures. Peu d'acteurs disposent des ressources nécessaires pour soutenir ces processus à la hauteur des fonds souverains du Golfe.

Dans ce contexte, le *soft power* financier des monarchies du CCG pourrait acquérir une nouvelle fonction. Si, par le passé, les investissements à l'étranger constituaient principalement un instrument de diversification économique et de prestige international, ils pourraient, au cours de la prochaine décennie, devenir un mécanisme de gouvernance régionale capable d'influencer la reconstruction économique et les équilibres politiques du Moyen-Orient de l'après-guerre.

À cela s'ajoute une concurrence croissante au sein même du Golfe. Les différentes stratégies de transformation économique mises en œuvre par l'Arabie saoudite, les EAU et le Qatar prennent une dimension de plus en plus géopolitique, favorisant des formes de coopération sélective, mais aussi une concurrence accrue pour attirer les capitaux, les technologies et l'influence internationale. Parallèlement, le rayonnement croissant des pays du CCG vers l'Afrique – à travers des investissements dans l'hydrogène vert, les énergies renouvelables, les infrastructures portuaires et les minerais critiques – reflète la volonté de préserver la centralité stratégique du Golfe, y compris à l'ère de la transition énergétique mondiale. Cependant, l'instabilité régionale menace précisément de compromettre cette ambition, rendant difficile la présentation du Golfe comme un pôle fiable de la nouvelle économie énergétique internationale.

La véritable transformation du *soft power* du Golfe pourrait donc consister à passer d'une logique d'attraction mondiale à une logique de stabilisation régionale. Le prestige international restera important, mais il sera de plus en plus lié à la capacité à garantir la sécurité économique, le développement et la reconstruction dans un Moyen-Orient en proie à de profondes transformations géopolitiques.

CONCLUSION

La guerre oblige les monarchies du Golfe à repenser les stratégies d'influence mises en place au cours des deux dernières décennies. Le tourisme, les universités internationales, les événements culturels, la diplomatie sportive et les investissements mondiaux ont permis à l'Arabie saoudite, aux EAU et au Qatar de passer du sta-

Le 'soft power' financier du CCG pourrait devenir un mécanisme de gouvernance régionale capable d'influencer la reconstruction économique et les équilibres politiques du Moyen-Orient de l'après-guerre

tut d'exportateurs d'énergie à celui d'acteurs centraux de la mondialisation. Cependant, le conflit a démontré que le pouvoir d'attraction ne peut se substituer à la sécurité et que le prestige international ne se traduit pas automatiquement par une influence sur les équilibres stratégiques régionaux.

La principale leçon à tirer de cette crise est que l'avenir du Golfe ne dépendra pas uniquement de sa capacité à attirer des touristes, des étudiants, des investissements ou de grands événements internationaux. Le véritable défi consiste à protéger et à renforcer la résilience des infrastructures physiques et numériques qui sous-tendent le nouveau modèle économique régional. Dans un contexte marqué par des conflits hybrides, la concurrence technologique et l'interdépendance énergétique, la sécurité est devenue une condition préalable au développement.

Pendant des années, le succès du golfe Persique s'est mesuré au nombre de visiteurs internationaux, à la présence d'universités étrangères ou à la croissance de ses fonds souverains. Aujourd'hui, le critère déterminant est tout autre : la capacité à préserver la stabilité dans une région en proie à des crises de plus en plus complexes. La guerre a clairement montré que la véritable valeur du *soft power* ne réside pas seulement dans sa capacité à attirer des personnes, des capitaux et des talents, mais aussi à instaurer une confiance et une sécurité durables.

Paradoxalement, la crise pourrait offrir aux monarchies du CCG une nouvelle opportunité stratégique. Si, par le passé, leur *soft power* reposait principalement sur une image de modernité et de prospérité, elle pourrait, au cours de la prochaine décennie, être de plus en plus liée à leur capacité à financer la reconstruction, à faciliter le dialogue régional et à promouvoir de nouveaux modèles de développement économique. Dans ce scénario, les fonds souverains, les universités et les grands projets d'infrastructure cesseraient d'être de simples instruments de promotion nationale pour devenir les piliers d'une architecture régionale de stabilisation.

La guerre est en train de transformer le Golfe de vitrine de la mondialisation en un éventuel architecte du futur ordre au Moyen-Orient. Le défi pour Riyad, Abou Dhabi et Doha ne consistera pas à préserver le *soft power* acquis au cours des dernières décennies, mais à l'adapter à un environnement régional profondément transformé. S'ils parviennent à mener à bien cette transition, la guerre ne marquera pas seulement la limite de leur *soft power*, mais aussi le moment de leur maturation géopolitique./